

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Les contradictions de la politique soviétiste (Léon Trotsky). — Améliorons notre organisation internationale (F. Dalhem). — Le 4^e Congrès mondial : Les commissions ; le vote d'approbation de l'Exécutif.

Les discours de Clara Zetkin ; Radeck ; Bordiga. — Après le Congrès National (Correspondance). — La Révolution Russe et la Question des Nationalités (V. Sirola). — La lutte des classes au Japon (Voytinsky).

Les "contradictions" de la politique soviétiste

A propos du "Populaire", de M. Léon Blum, du voyage de M. Herriot en Russie et de l'exclusion de Verfeuil. — Les plus simples explications. — Ce que l'Internationale pense du bloc des gauches.

POINT n'est besoin, même quand on suit avec attention la vie politique de la France, de lire le *Populaire*, organe réformiste et social-patriote. Ce journal ne contient ni faits ni idées. C'est en quoi d'ailleurs il reflète son parti. Y collaborent des hommes qui, en règle générale, consacrent les neuf dixièmes de leur attention à des questions complètement étrangères au socialisme. Certains d'entre eux sont attachés à ce dernier par d'anciennes habitudes depuis longtemps périmées, d'autres par l'irritation que provoquent les espérances déçues, et des troisièmes enfin par de très nettes préoccupations de carrière. Du labeur de la pensée socialiste qui, d'un point de vue unique, analyse les situations, mesure les forces en présence, tire des conclusions révolutionnaires, pas de trace dans ce journal. Des phrases et des phrases, des vieux clichés, des fragments, retenus par hasard, des discours de Jaurès et de Guesde le tout assaisonné de

fâcheuse cuisine politique. A la lecture du dernier numéro, on croit toujours l'avoir déjà lu. Bien que nombre des collaborateurs du *Populaire* ne soient pas sots du tout, ayant leur façon de ne pas l'être, et sachent en tout cas parfaitement de quoi il retourne, le journal, dans son ensemble, paraît couvert d'un épais vernis de bêtise, convenant assez du reste aux buts qu'il poursuit.

Point n'est besoin de la lire, mais il faut bien y jeter de temps à autre un coup d'œil. Car nous y trouvons plus ou moins pur, le bacille qui empoisonne — hélas ! — certains éléments, d'une relative importance numérique, des sommets du Parti communiste français. C'est précisément dans les colonnes du *Populaire* qu'on discerne le mieux la signification pour MM. les avocats, les journalistes et les arrivistes francs-maçons grimés en socialistes à l'usage des meetings ouvriers, de la « liberté de pensée », de la « liberté de critique », et de toutes autres choses précieuses

de cette sorte, absolument indispensables aux politiciens qui consentent généreusement à se servir des organisations prolétariennes comme d'un tremplin, mais ne veulent en aucun cas soumettre à leur discipline leurs hautes individualités.

Arrêtons-nous sur un article, classique en son genre, de M. Léon Blum — qui est en fait le leader des dissidents — sur la politique des communistes russes à l'égard de la France et du Parti communiste français. S'en référant aux échos du voyage de M. Herriot en Russie dans la presse bourgeoise, M. Léon Blum se livre à des déductions, à des généralisations heureuses qui éclairent admirablement, sinon la politique des communistes russes, du moins l'in vraisemblable confusion régnant dans certaines têtes, et pas seulement dans celle de M. Blum et pas seulement dans celles de son parti. M. Blum expose que le gouvernement des Soviets offre à la France « tout ou presque tout » : non seulement la reconnaissance des dettes d'avant-guerre, mais l'alliance : « l'alliance économique, intellectuelle, morale et même, s'il le faut, politique et diplomatique ». Et si M. Blum souhaite des relations pacifiques entre la France et la Russie, il proteste, voyez-vous, avec la plus grande énergie, — à l'avance, c'est-à-dire tout à fait opportunément, avec perspicacité, — contre le rétablissement de l'ancienne alliance franco-russe qui serait dirigée contre l'Allemagne. Nul ne doutait n'est-ce pas que le parti de Renaudel, de Boncour et de Blum se trouverait à son poste dès qu'il s'agirait de défendre l'Allemagne contre les desseins impérialistes d'une nouvelle alliance franco-russe ! Le passé de ce parti n'en était-il le meilleur garant ?

Mais est-il prouvé, allez-vous demander, que la Russie des Soviets est prête à aider la France à étrangler définitivement l'Allemagne ? Peut-on en douter ? « M. Herriot est reçu en visiteur de qualité. Mais on exclut du Parti Communiste Verfeuil et ses amis en attendant le tour de quelques autres. On offre à M. Poincaré et aux capitalistes français toutes les formes de collaboration, mais on condamne ceux des partisans de l'adhésion de Tours qui ne s'inclinent pas devant une discipline et une orthodoxie absolues. On se prépare à distribuer des concessions. Mais on garde encore en prison des socialistes-révolutionnaires. » Ces lignes contiennent toute la philosophie de M. Blum et de Verfeuil ; et non seulement de l'exclu Verfeuil mais aussi de ses coreligion-

naires politiques moins hardis, demeurés dans le Parti Communiste français.

N'est-ce pas, en effet, une contradiction criante : recevoir poliment M. Herriot et exclure impoliment Verfeuil, distribuer des concessions et exiger à la même heure l'application des résolutions communistes ? Contradiction énorme et monstrueuse ! Et n'allez pas dire, je vous en prie, à M. Blum que le Conseil des Commissaires du Peuple et l'Exécutif de l'Internationale Communiste sont deux institutions différentes : il sait que les dirigeants communistes russes appartiennent à la fois à l'un et à l'autre et il dénonce leur double jeu, leur extrême opportunisme pratique allant de pair avec leur extrême intransigeance théorique.

Quelque difficile que soit notre situation nous essaierons tout de même de fournir certaines explications. Nous le ferons dans les termes les plus simples puisque les objections nous viennent de MM. les avocats, les journalistes, les députés, les franc-maçons, c'est-à-dire du milieu le plus apathique, le plus borné, le plus obtus qu'il y ait en politique. Aussi faut-il commencer par l'a. b. c. et bien enfoncer chaque clou.

Deux ouvriers travaillent à l'usine Renault. L'un est un révolutionnaire, communiste, l'autre est catholique. Tous les deux sont soumis aux mêmes règles de travail, s'acquittent de la tâche que leur confie le chef d'atelier et se soumettent aux décisions de l'administration. L'« opportunisme » pratique de l'ouvrier communiste n'est-il pas en contradiction flagrante avec son intransigeance théorique ? Voilà un excellent sujet de réflexion. Nous avouons ne pas apercevoir, dans ce cas, de contradiction. L'ouvrier est entré volontairement dans le Parti Communiste ; il en a librement accepté la discipline ; toute sa conscience, toute sa volonté tendent à ce que son parti devienne l'instrument qui renversera l'esclavage capitaliste. Mais cet esclavage subsiste ; le communiste doit vendre son travail ; il ne peut pas, sous peine de mourir de faim, se soustraire à la loi des exploités. Et plus il est hostile au régime d'exploitation qui lui est imposé, et plus il exige que son parti soit intransigeant.

Quand Mandoulski achetait dans un des bureaux de tabac de M. Poincaré de quoi bourrer sa pipe, le délégué de l'Internationale Communiste procurait indéniablement à la république bourgeoise un certain bénéfice et contribuait ainsi à couvrir une partie — fort modeste, il

est vrai — des frais de ses armements. Cette « concession » pratiquée de Manouïlski n'était-elle pas en contradiction flagrante avec son intransigeance théorique ? Disons plus : Si la tenancière du bureau de tabac avait su que le monsieur qui venait de lui dire si poliment : « Merci, Madame » était le bolchevik Manouïlski, elle aurait probablement écrit sur-le-champ un article de fond sur ce thème : « Pourquoi cet homme aimable exigeait-il l'exclusion de Verfeuil du Parti Communiste ? »

Nous n'avons pris, jusqu'à présent, que des exemples individuels. Essayons prudemment — vu le caractère précité de nos contradicteurs — d'élargir les cadres de notre analyse.

Pour éditer l'*Humanité*, le Parti Communiste français doit acheter du papier à des firmes capitalistes et contribuer ainsi à l'accumulation capitaliste. N'est-ce pas une contradiction flagrante avec la mission révolutionnaire du parti ? Nous pensons que non. Si l'on pouvait, à son gré, se dérober aux lois du système capitaliste, — celles du marché, des codes, des relations internationales et autres, — le besoin d'une révolution prolétarienne ne se ferait par sentir.

Ces explications préalables données, tâchons d'aborder directement les contradictions qui ont troublé l'émotive conscience socialiste de M. Blum. Les bolcheviks, figurez-vous, accueillent M. Herriot. Au même moment ils votent l'exclusion de Verfeuil. Mais M. Herriot n'a pas été accueilli dans le Parti, ne nous l'ayant d'ailleurs pas demandé. Il est venu en Russie en qualité de représentant point officiel, mais autorisé de cette partie des classes dirigeantes françaises qui voudrait reprendre avec nous des relations économiques et diplomatiques normales. Nous nous sommes efforcés de faciliter à M. Herriot son enquête sur la situation du pays. Nous avons pensé voir en M. Herriot un truchement bourgeois éventuel. En recourant à l'analogie nous dirions que nos négociations avec M. Herriot, homme politique en vue d'un pays qui, pendant cinq ans, nous a bloqués et nous a fait la guerre, sont analogues aux pourparlers des ouvriers lock-outés avec certains capitalistes disposés à un compromis. L'accord des ouvriers avec le patron, dans un cas pareil, ne constitue qu'une épisode de la lutte des classes, de même qu'une grève isolée ou qu'un lock-out. Quant à Verfeuil, il était dans nos rangs, dans notre parti, qui doit conserver son unité et sa discipline en toutes circonstances : pendant

la guerre civile comme pendant l'accalmie, pendant l'offensive comme pendant la retraite, pendant la grève comme pendant le lock-out, pendant les négociations et les accords. Verfeuil s'est révélé parmi nous un renard. Il travaillait à l'intérieur de notre organisation à nous affaiblir pendant la lutte contre l'ennemi de classe. Qu'y a-t-il de contradictoire à ce que les ouvriers obligés de traiter avec le capitaliste chassent à la même heure de leur milieu les renards ? Il est vrai que les ouvriers russes négocient avec les capitalistes au nom de l'Etat soviétique et pas en celui des syndicats ou du parti. Mais c'est parce qu'ils ont, il y a cinq ans, conquis le pouvoir.

En appliquant les méthodes de M. Blum on pourrait dire de lui-même : « Ce socialiste obéit, à la Chambre, à la sonnette présidentielle de M. Raoul Péret, paye des impôts à la république capitaliste, s'incline devant ses lois, ses tribunaux et ses flics, mais ne peut pas obéir à la sonnette présidentielle de Zinoviev, payer une cotisation à l'I.C. et se soumettre à ses statuts. » Nous ne reprocherons pas ces contradictions à M. Blum : il n'a pas choisi son parlement et sa république et son parti il l'a choisi à sa propre image.

De même que l'ouvrier communiste de l'usine Renault ne peut pas s'évader individuellement du salariat, la république ouvrière russe ne peut pas se soustraire artificiellement aux conditions de l'économie capitaliste mondiale. Les contremaîtres capitalistes de l'usine Renault et les gouvernements bourgeois de l'univers constituent pour l'instant des faits indubitables assez importants. Nous devons en tenir compte, c'est-à-dire entrer en relations avec ces gouvernements, conclure des accords avec les capitalistes, acheter et vendre. A l'usine Renault on peut et on doit exiger de l'ouvrier communiste que, dans ses tractations forcées avec le capital, il n'enfreigne en rien la règle de solidarité prolétarienne ; on peut exiger qu'il ne soit pas un renard et qu'il combatte les renards. On peut et on doit en exiger autant du gouvernement des Soviets dans ses relations avec les gouvernements bourgeois. Mais à cet égard nous ne pouvons offrir à personne de garanties autres que celles inhérentes à notre parti et à l'Internationale Communiste dont il n'est qu'une section. Nous pensons que cela suffit. Et pour ce qui est du dessein que nourrit M. Léon Blum de prendre, avec Renaudel et Boncour, la défense des intérêts de l'Allemagne opprimée contre une alliance franco-russe agressive,

nous n'en dirons rien. Ce sujet appartient de droit à H.-P. Gassier. Ses arguments seront beaucoup plus forts que les nôtres.

A côté de l'hypothèse d'une alliance impérialiste franco-russe, M. Blum en édifie une autre, non moins réussie, sur le rapprochement du gouvernement des Soviets et du bloc des gauches, par l'intermédiaire de M. Herriot, rapprochement qui amènera demain les Soviets à inviter les communistes français à soutenir les radicaux, voire à s'allier à eux. On sait que cette hypothèse n'a pas été sans exercer une certaine influence sur quelques éléments du Parti Communiste français. On n'a pas oublié que des camarades français ont tenté de juger sous cet angle la politique du front uni. Essayons sur ce point aussi de nous expliquer avec la clarté voulue.

Nous considérons que le remplacement du Bloc National, de moins en moins capable de défendre les intérêts de la bourgeoisie française, par un bloc des gauches, sera un pas en avant à la condition que ces événements s'accomplissent en présence d'une politique tout à fait indépendante, critique irréductiblement révolutionnaire du parti de la classe ouvrière. Une nouvelle ère d'illusions réformistes pacifistes est inévitable en France après les illusions de la guerre et de la victoire et *peut* devenir le prologue de la révolution prolétarienne. Mais la victoire de cette révolution ne pourra être assurée que par un parti qui n'aura pas la moindre responsabilité dans la diffusion des illusions réformistes-pacifistes, car la profonde déception de la classe ouvrière qui succédera aux illusions du bloc des gauches se transformera d'abord en haine et mépris du socialisme démocratique et pacifique. Seul le parti qui, même reconnaissant le caractère historique relativement « progressiste » — au sens que nous avons indiqué plus haut — du bloc des gauches comparé au Bloc National, soutient cependant une lutte irréconciliable contre l'entrée des ouvriers dans le bloc des gauches et s'efforce d'opposer le prolétariat, en tant que classe à tous les groupements bourgeois, seul ce parti, quelles que puissent être les variations d'humeur de la classe ouvrière, aura au moment critique une influence décisive sur la classe ouvrière et partant sur la vie du pays entier. Nous ne doutons pas une seconde que lorsque M. Herriot et ses amis dirigeront les destinées de la France, les amis de M. Blum seront à l'entière disposition du bloc des gauches et soutiendront au moment décisif toutes les al-

liances internationales de leur bourgeoisie, non sans se justifier au moyen d'une rhétorique réformiste et pacifiste destinée à tromper un certain nombre d'ouvriers et à les tromper quelque peu eux-mêmes. L'entrée de Renaudel, de Boncour ou de Blum dans un ministère Herriot est une perspective un tout petit peu plus vraisemblable que celle du bloc des radicaux et des communistes. Avouons-le, nous n'en sommes pas effrayés. Ministre socialiste de la bourgeoisie française, M. Blum serait beaucoup plus à sa place que publiciste défendant contre la Russie des Soviets les principes socialistes en politique internationale. En tout cas il rendrait de plus sérieux services au socialisme par la méthode des transpositions en sens contraire, bien entendu, à la manière de Tseretelli et de Kerenski. Tout ceci à une condition : qu'il y ait un Parti Communiste unanime et combatif, sans succédanés de M. Blum dans ses rangs.

La France a eu maintes fois des ministères radicaux. S'ils ont pu quitter paisiblement la scène, remplacés par d'autres combinaisons bourgeoises, c'est parce que la situation économique de l'Etat bourgeois était beaucoup plus ferme qu'aujourd'hui et parce que le prolétariat n'avait pas encore de parti authentiquement révolutionnaire. Aujourd'hui, dans la France d'après guerre, le bloc des gauches peut et doit, dans une certaine mesure, entrer en scène comme la dernière ressource politique d'un régime en décrépitude. La politique de l'Internationale vis-à-vis du communisme français est dictée par le souci de faire en sorte que le bloc des gauches, dont l'étoile monte à l'horizon français, entre dans l'histoire comme le dernier gouvernement de la bourgeoisie française.

C'est pourquoi, même après la transfiguration de M. Blum, nous continuerons à accueillir poliment tout bourgeois français qui viendra nous trouver pour instituer avec nous des relations normales ou pour exporter quelque chose, maintenant ou après la victoire du bloc des gauches. Tandis que l'Internationale Communiste continuera à chasser de ses rangs tout renégat auquel viendra l'idée de prêcher aux travailleurs français la politique du bloc des gauches. Les coreligionnaires politiques de M. Blum ne comprendront peut-être rien à la logique de cette politique. Ils n'en éprouveront que plus impitoyablement les conséquences.

Léon TROTSKY.

Améliorons notre organisation internationale

Qu'est-ce que l'Internationale Communiste, sinon l'organisation centrale, le cerveau et le moteur du prolétariat mondial en lutte contre les classes possédantes ?

Et quoi de plus indispensable à une action efficace de ses sections que l'observation d'une stricte discipline internationale, à l'égard notamment de l'Exécutif ?

Presque tous les Partis Communistes ont fini par comprendre, après bien des crises intérieures, la nécessité d'une véritable centralisation et d'une véritable discipline internationales. Rares sont les sections de l'I. C. qui n'ont pas encore réussi à se soustraire à l'emprise des traditions d'organisation, beaucoup plus formelle que réelle, héritées de la II^e Internationale. Nous avons d'ailleurs la conviction que le IV^e Congrès Communiste mondial les persuadera.

Le Communisme aura alors franchi la première étape : son Parti international, cimenté par d'ardentes convictions révolutionnaires et par la saine discipline de tous ceux qui savent placer l'intérêt de leur classe au-dessus des préférences ou des réserves personnelles, obéissant à une direction unitaire, sera bâti.

Zinoviev constatait l'autre jour, dans un article intitulé *Le Comité Directeur du Parti Communiste International*, que ce but, nous sommes sur le point de l'atteindre. Il reste, écrivait-il, au IV^e Congrès à apporter quelques perfectionnements à notre mécanisme international. Qu'on me permette, à ce propos de formuler deux ou trois observations.

Il ne suffit pas à l'Internationale d'établir des rapports plus ou moins suivis entre les nombreuses sections et le Centre directeur ; ni d'avoir établi pour le Parti mondial une politique et une tactique d'ensemble. Ce ne sont là que des buts préliminaires, quelle que soit leur importance intrinsèque. L'activité de l'Exécutif, de ses commissions, de ses mandataires, de ses organes de propagande, a permis de les atteindre.

La *Correspondance Internationale* y a certainement contribué dans une appréciable mesure, par les services qu'elle a rendus à l'information mutuelle des militants et en répandant rapidement les actes émanés de l'Exécutif. Mais ce n'est évidemment qu'un détail, — et un exemple.

Tel est l'acquis. A cette heure, que faut-il ? Que notre Parti international apporte à son organisation les perfectionnements qui le rendront capable de s'adapter aux conditions changeantes de la lutte des classes internationale. En d'autres termes : il faut que la tactique de l'Exécutif, organe directeur central, la mobilité et la souplesse des sections, leur

permettent de combattre avec avantage sur tous les terrains accidentés des batailles sociales.

A cette fin, une collaboration étroite et méthodique des Partis Communistes nationaux entre eux est tout indiquée.

Trop longtemps, les frontières d'Etat ont suffi à séparer des Partis frères qui ignoraient réciproquement presque tout de l'action de leur propres camarades « étrangers ». Ni les informations répandues par la voie de la presse, ni les meetings internationaux, pareils à ceux que l'on organisa l'an dernier en Allemagne contre la guerre, contre le traité de Versailles, etc., ne comblent sur ce point une grave lacune. Pourtant, le succès d'enthousiasme des meetings internationaux, le retentissement des conférences d'Essen et de Cologne témoignent du désir de collaboration internationale effective des travailleurs.

Le terrain est donc déblayé. Tout communiste de bonne volonté peut sans effort être bien informé des choses de l'étranger. Reste à organiser la collaboration pratique des Partis entre eux. Comment ?

Nous pensons qu'il y aurait lieu de créer, auprès du Comité Directeur de chaque Parti, des institutions analogues à celles qui ont fait leurs preuves auprès de l'Exécutif. Le Bureau Politique devrait confier à des camarades possédant les langues étrangères le soin de suivre de près le mouvement des pays voisins. Ces militants devraient, autant que possible, participer pendant un certain temps au travail courant des Partis frères. Sans une formation spéciale, il n'est, en effet, pas possible de bien connaître le mouvement d'un pays ; et de pareils spécialistes sont nécessaires à une collaboration pratique vraiment efficace des Partis Communistes. Le plus urgent c'est donc, pensons-nous, de créer auprès des Comités Directeurs de nos Partis des Commissions étrangères.

Il faut, en outre, une représentation réciproque des différents Partis aux Comités Directeurs, des échanges de rédacteurs et de secrétaires, la collaboration assidue des leaders et des collaborateurs scientifiques des Partis. Il faut une amélioration considérable du service des correspondants de presse à l'étranger. Jusqu'à présent, la presse communiste a dû se contenter des dépêches des agences bourgeoises. Le besoin se fait de plus en plus sentir d'une agence d'information prolétarienne. Les essais de *Rosta*, de *l'Intel*, de *l'Eurasie*, pas concluants, doivent être repris, et mieux.

L'expérience de lutte de classe des travailleurs, d'un pays doit être méthodiquement

mise à la portée de leurs frères des pays voisins. On doit, à cet effet, améliorer les agences dont nous disposons, notamment la *Correspondance Internationale*.

Mais prenons un exemple. Rien de plus naturel en Allemagne, depuis longtemps, que le travail communiste dans les syndicats, dans les coopératives, à l'usine, parmi les locataires, etc. Il n'en est pas de même en France, où ce travail ne fait que commencer. S'ils connaissaient bien nos expériences, nos tâtonnements, les insuccès partiels qui nous amènent peu à peu au succès, nos camarades français ne s'épargneraient-ils par quelques mécomptes superflus ? Nous aussi, du reste, nous avons bien des choses à apprendre chez eux, comme chez tous nos voisins. N'aurons-nous pas, bientôt peut-être, à repousser en Allemagne les attaques d'une sorte de fascisme ? Les rudes expériences des Italiens nous seront alors précieuses à connaître.

Et que ne pouvait-on faire ! Nombreux sont les militants étrangers venus cette année en Allemagne. La dépréciation du mark a du moins pour nous cet avantage que les révolutionnaires des pays de valuta haute peuvent assez facilement s'offrir un séjour parmi nous, voir de leurs yeux comment un prolétariat se défend jour après jour contre la ruine et la trahison. Consacrer quelques semaines à l'étude de nos méthodes de travail leur serait grandement utile. Mais le concours effectif des organes du Parti Communiste allemand leur serait nécessaire. En l'organisant en premier lieu, nous rendrions un service certain au mouvement français.

Les militants ouvriers français que nous avons pu rencontrer à Berlin — Monmousseau, Sémard, Delfosse et bien d'autres, — ont été unanimes à convenir de l'urgence d'une action prolétarienne internationale. Elle est évidente. Une grève des mineurs, circonscrite dans des frontières nationales, est à l'avance vaincue. Mais il faudrait au patronat des rems solides pour résister à une grève des mineurs internationale. Qui plus est, le succès d'une grève des mineurs de charbonnages dépend du concours des autres travailleurs du sous-sol, de ceux des forges, de ceux des transports. On voit d'ici à quel degré l'entente internationale serait nécessaire. Dira-t-on qu'elle est difficile ? C'est que toute victoire est difficile ; et rien n'est plus facile que se faire battre.

Au Parti Communiste International de prendre dans ce domaine l'initiative. Nous sortons de la période de propagande. Au travail ! Pour commencer, la réunion d'une documentation internationale sérieuse, éparsse quant à présent, par les Comités Directeurs de nos Partis, s'impose. Le militant communiste doit savoir se renseigner, renseigner les prolétaires avec précision sur la vie politique et économique. On s'est trop reposé de ces tâches sur l'Exécutif seul. Il s'en est acquitté au mieux des circonstances jusqu'à ce jour : le moment est venu pour les Partis d'étendre, de compléter, d'améliorer son œuvre.

...Ce ne sont là que suggestions qu'il serait aisé de développer encore. Nous n'en ferons rien. Les communistes comprendront leur importance pratique. Et le IV^e Congrès de l'I. C., point de convergence de tous nos efforts, remplira sa tâche. Il s'agit d'améliorer la structure de notre Parti international, pour que plus mobile, plus souple, plus uni, il soit aussi plus actif et plus redoutable.

Franz DALHEM.

LIBRAIRIE DE "L'HUMANITÉ"

142, Rue Montmartre, PARIS

— Chèque Postal : 23.517 —

VIENT DE PARAITRE :

BABEUF & LA CONJURATION DES ÉCAUX
par Maurice DOMMANGET

LOUIS BLANC, VIDAL, PECQUEUR, CABET
par Paul Louis

Chaque vol. : 2 fr. — Franco : 2 fr. 25
Ces 2 volumes font partie de la collection :

HISTOIRE

DES

DOCTRINES SOCIALISTES

(LES IDÉES ET LES FAITS)

Cette collection qui comprendra au moins douze volumes in-12 à 2 francs, a été conçue dans le but de fournir à tous ceux qui s'intéressent à la question sociale, une documentation sûre et précise qu'on ne trouvait jusqu'ici que disséminée dans des volumes importants d'un prix inabordable.

On pourra se procurer les douze volumes de la première série soit en les achetant au fur et à mesure de leur parution, soit en souscrivant au comptant aux douze volumes pour le prix réduit de

20 FRANCS LES 12 VOLUMES

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à retourner à H. Suchet,
librairie de l'Humanité,

142, rue Montmartre, Paris.

Je soussigné déclare souscrire à l'*Histoire des Doctrines socialistes*, en douze volumes in-12 à 20 francs.

Ci-inclus vingt francs, prix des 12 volumes qui me seront expédiés au fur et à mesure de leur parution.

Signature :

Nom

Adresse

.....

Le 4^e Congrès Mondial

Les Commissions

Quelques-uns des documents publiés sous cette rubrique ont déjà paru dans l'Humanité, mais nous avons voulu donner aux militants une documentation complète et ordonnée des débats du IV^e Congrès et leur en faciliter le classement.

Les prochains Bulletins Communistes donneront la publication sténographique du IV^e Congrès d'après l'édition française du Bulletin, publié à Moscou par le service de presse de l'I. C.

Nous extrayons du Bulletin du 4^e Congrès qui vient de nous parvenir, la liste des Commissions qui ont été constituées le 9 novembre :

Commission espagnole

Russie : Lozovsky, Nin, Humbert-Droz ;
 Italie : Graziadei ;
 Allemagne : Schreiner ;
 Jeunesse : Doriot ;
 France : Paquereaux ;
 Secrétaire : Humbert-Droz.

Commission coloniale

Amérique : Billings, Sacha, Johnstone ;
 Russie : Safarov ;
 Japon : Katayama ;
 France : Tahar Boudenga ;
 Hollande : Jansen ;
 Angleterre : Williams Joss ;
 Indes hollandaises : Malaka ;
 Afrique du Sud : Bunting ;
 Secrétaire : un camarade américain.

Commission française

Russie : Lénine, Trotski, Zinoviev ;
 Allemagne : Zetkin, Talheimer, Becker ;
 Bulgarie : Kolarov ;
 Tchéco-Slovaquie : Neurath ;
 Italie : Bordiga ;
 Norvège : Grepp ;
 Pologne : Walesky, Kostcheva ;
 Amérique : Carr ;
 Suisse : Welji ;
 Japon : Katayama ;
 Angleterre : Minni, Birch ;
 Hongrie : Bela Kun ;
 Belgique : Van Overstracten ;
 Autriche : Stern ;
 Espagne : Gonzales ;
 Jeunesse : Schuller ;
 I. S. R. : Lozovsky ;

Les délégués de l'Exécutif en France : Manouilsky et Humbert-Droz. Président : Trotski. Secrétaire : Humbert-Droz.

Commission italienne

Russie : Trotski, Zinoviev, Radek ;
 Allemagne : Zetkin, Schumann, Ruh, Fischer ;
 France : Souvarine, Ferdinand Faure ;
 Angleterre : Murphy ;
 Tchéco-Slovaquie : Seidler ;
 Bulgarie : Kabaktchieff ;
 Norvège : Meyer ;
 Pologne : Michalkowski ;
 Autriche : Stern ;
 Amérique : Sullivan ;

Yougo-Slavie : Raditch ;
 Jeunesse : Vouyovitch ;
 I. S. R. : Nin ;
 Secrétaire : Rakosi.

Commission étroite pour la discussion avec les représentants du Parti Socialiste italien : Trotski, Radek, Zinoviev, Zetkin, Kabaktchieff.

Question norvégienne

Russie : Boukharine, Radek ;
 Finlande : Kuusinen, Kobetsky ;
 Allemagne : Orbans ;
 Suède : Samuelson ;
 Tchéco-Slovaquie : Smerai ;
 Jeunesse : Chatskin ;
 Secrétaire : Kobetzky.

Question tchèque

Allemagne : Heckert, Ulricht, Ruh Fischer ;
 France : Rosmer, Duret ;
 Autriche : Friedländer ;
 Italie : Tresso ;
 Russie : Radek, Zinoviev ;
 Pologne : Keller ;
 Bulgarie : Isakov ;
 Jeunesse : Vouyovitch ;
 I. S. R. : Melnichanski ;
 Secrétaire : Heckert.

Commission américaine

Russie : Boukharine, Lozovsky, Radek, Tomski ;
 Allemagne : Eberlein ;
 Balkans : Kobler ;
 Japon : Keayama ;
 France : Gamelon ;
 Italie : Azzario ;
 Angleterre : Lezkie ;
 Jeunesse : Kurella ;
 Finlande : Kuusinen ;
 Tchéco-Slovaquie : Schiffeld ;
 Pologne : Domsy ;
 Hollande : Ravenstein ;
 Secrétaire : Kuusinen.

Commission yougo-slave

Italie : Bombacci ;
 Bulgarie : Kolarov ;
 Roumanie : Panker ;
 Hongrie : Bela Kun ;
 Jeunesse : Lickoff ;
 Autriche : Friedländer ;
 Tchéco-Slovaquie : Koreu ;
 Allemagne : Heckert ;
 Pologne : Pruchniak ;
 France : Lespagnol.

Le vote d'approbation de l'Exécutif

Dans sa séance du 14, le 4^e Congrès a voté le texte suivant, comme sanction du débat sur le rapport de l'Exécutif :

Le quatrième Congrès mondial sanctionne sans réserves le travail politique accompli par l'Exécutif de l'I. C. qui pendant quinze mois a exécuté fidèlement les décisions du 3^e Congrès mondial, et les a adaptées comme il le fallait aux conditions politiques du moment.

Le 4^e Congrès de l'I. C. sanctionne tout particulièrement la tactique du front unique, telle qu'elle fut formulée par l'Exécutif dans les directives indiquées en décembre 1921 et dans les autres documents produits par l'Exécutif sur cette question.

Le 4^e Congrès de l'I. C. approuve le point de vue de l'Exécutif dans la crise du Parti Communiste Français, dans les événements qui se sont passés dans le mouvement ouvrier d'Italie, ainsi que dans le P. C. norvégien et dans le P. C. de Tchéco-Slovaquie. Des questions de détail d'ordre purement pratique, qui concernent ces partis seront traitées dans des commissions spéciales, dont le Congrès étudiera encore les décisions.

Eu égard aux choses qui se sont passées dans certains partis, le 4^e Congrès rappelle et confirme que l'Exécutif de l'I. C. est dans l'espace de temps qui sépare deux congrès mondiaux, la plus haute instance du mouvement communiste tout entier et que les décisions de l'Exécutif sont obligatoires

pour les partis adhérant à la 3^e Internationale. Il s'ensuit en particulier que porter atteinte aux décisions de l'Exécutif sous prétexte d'en appeler à un prochain Congrès, signifie une rupture de discipline. Car si l'I. C. permettait de pareils usages, elle paralyserait par là son activité, lui enlevant toute régularité et toute unité.

Quant aux doutes qui furent émis au sujet de l'application de l'article 9 des statuts de l'I. C., le 4^e Congrès déclare que cet article 9 reconnaît à l'Exécutif le droit incontestable d'exclure de l'I. C., et par conséquent aussi de leur section nationale des personnes ou des groupes de personnes, qu'il estime avoir une attitude hostile au communisme.

Il va de soi que l'Exécutif est forcé de recourir à l'article 9 lorsque le Parti national n'exerce pas, par l'intermédiaire de ses organes directeurs, l'énergie et la vigilance nécessaires, pour protéger le Parti contre des éléments non communistes.

Le 4^e Congrès de l'I. C. confirme une fois de plus les vingt et une conditions, qui furent élaborées par le 2^e Congrès de l'I. C. et donne pour mission au prochain Exécutif de veiller de la façon la plus stricte à leur exécution. Dans les temps prochains, l'I. C. doit être, plus encore qu'avant, une organisation prolétarienne internationale, qui combat tout opportunisme, bref une organisation fondée sur le principe du centralisme démocratique le plus rigide.

La situation mondiale : Discours de Clara Zetkin

Moscou, 14 novembre.

Clara Zetkin traite ce sujet : « Cinq années de révolution russe et la révolution mondiale ».

Les bolcheviks eurent recours à la violence, chaque fois qu'elle était nécessaire à la défense de la révolution ; mais ce n'est pas seulement par les méthodes violentes qu'ils se maintinrent au pouvoir. Le communisme ne saurait être réalisé que sur une échelle internationale. La révolution mondiale ne peut avancer à pas de géant. Les erreurs d'allure peuvent être réparées par la persévérance et des manœuvres habiles.

Passant à la nouvelle politique économique, Clara Zetkin affirme que la politique agraire de la révolution russe fut une illustration édifiante de la politique marxiste. Il s'agissait de trouver un *modus vivendi* avec les paysans russes, ainsi qu'avec le capitalisme international. La révolution russe sut tirer le meilleur parti, en tant que facteur révolutionnaire, du désir de possession des terres manifesté par environ 80 p. 100 de la population. Le manque de grandes propriétés rurales exploitées de façon moderne fut un obstacle. L'électrification dans les campagnes sera une excellente réforme, qui ne manquera pas d'accélérer la révolution vers le communisme.

Le premier but de la révolution russe consistait à socialiser la grande industrie, les transports, les banques, le commerce extérieur et à établir le contrôle de l'ensemble de la production. Mais la Russie se vit contrainte de faire la guerre par les interventions contre-révolutionnaires. Malgré

tout elle réussit à se maintenir même au delà de sa position de départ. L'industrie concédée au capital privé n'arrivera jamais à devenir maîtresse du pays, parce que le pouvoir de l'Etat défendra toujours les intérêts ouvriers contre les capitalistes. En Russie soviétiste, le pouvoir politique du prolétariat est dominant. La journée de huit heures, l'industrie socialisée, le perfectionnement progressif de la législation sociale et de l'enseignement populaire ont abouti à un relèvement de la situation du prolétariat.

En Allemagne, par contre, la coalition gouvernementale travaille pour livrer l'industrie au régime de M. Stinnes, pour abroger la journée de huit heures et avilir la législation sociale. Par suite de l'impossibilité où elles se trouvent de remédier à la catastrophe du mark, les masses ouvrières allemandes sont vouées à la pire paupérisation.

La Russie soviétique est le type le plus avancé de l'Etat prolétarien. La politique du P. C. russe est la réalisation effective du marxisme. Et elle a su à tout instant maintenir un contact assidu et profond avec les grandes masses.

Intervention de Trotsky

Trotsky prend la parole :

Notre but politique primordial, c'est la conquête du pouvoir politique. Chez nous, elle fut réalisée pratiquement par la Révolution de novembre. Chez nous, la guerre civile commença seulement après la prise du pouvoir, parce que les paysans

grands et moyens et les petits bourgeois n'eurent conscience, qu'après cette prise du pouvoir, de toute son importance politique.

En Occident, il en est tout autrement. En Italie, nous avons à présent la parfaite contre-révolution avant que la révolution elle-même n'ait été achevée. Dans les pays occidentaux, la bourgeoisie a déjà mobilisé toutes ses forces contre la classe ouvrière. La contre-révolution n'y disposera plus de réserves après la victoire du prolétariat. Les partis occidentaux auront bien plus de peine à conquérir le pouvoir, mais ils s'y maintiendront aussi bien plus aisément. Certes, nous avons commis des fautes, mais en général notre tactique appliquée dans la guerre civile était bonne, parce que la classe paysanne se rangeait de notre côté, alors que la démocratie n'était qu'un soutien de la contre-révolution.

Pour la reconstruction, trois facteurs sont décisifs : le développement des puissances de production, l'élevation du niveau du prolétariat et la situation internationale. Chez nous, la situation est telle que les nécessités politiques et les opportunités économiques prévalent. C'est cet état de choses qui donna naissance au communisme de guerre, lequel constituait un obstacle au développement des forces productives.

Si, en 1919, la révolution mondiale était survenue, la Russie aurait connu un développement différent. Pourtant, nous ne devons pas sous-estimer les résultats acquis. Le sol et les terres de tout le pays se trouvent dans nos mains ; la grande industrie est socialisée ; nous administrons les chemins de fer, les transports, le commerce extérieur, les écoles et l'armée rouge. Nous dûmes recourir aux méthodes du capitalisme, mais sans pour cela abandonner l'économie aux capitalistes. Ainsi nous dirigerons une économie nouvelle, suivant des méthodes anciennes.

La nouvelle politique économique est une étape nécessaire dans l'évolution vers le socialisme. Nous sommes pauvres, la pénurie des capitaux d'exploitation se fait partout rigoureusement sentir. C'est pourquoi nous employons les bénéfices réalisés dans l'industrie légère à reconstruire l'industrie lourde. Nous assistons ainsi à une accumulation socialiste et capitaliste simultanées. Toute amélioration apportée aux grandes exploitations est une accumulation socialiste. Par contre, l'accumulation que réalise chez nous le capital commercial, c'est l'accumulation capitaliste originaire.

Quelle est maintenant la position prise par le capitalisme vis-à-vis de notre capitalisme d'Etat ? Dans les exploitations de l'Etat, nous occupons, et cela malgré la mauvaise situation économique, plus d'un million d'ouvriers. Dans les exploitations affermées, le nombre des travailleurs occupés s'élève à environ 80.000. Du point de vue technique, les exploitations de l'Etat sont supérieures aux autres. Pour chaque exploitation privée, nous comptons en moyenne 18 exploitations de l'Etat et un personnel moyen de 250 ouvriers. Dans le commerce, la proportion est un peu plus défavorable. Le commerce privé englobe 30 p. 100 et le commerce de l'Etat 70 p. 100 des entreprises. Le correctif à cette situation se trouve dans le monopole du commerce extérieur, dont l'Etat est le détenteur. L'appui du capital mondial est un avantage pour le capital privé en Russie.

Pour ce qui est des concessions, nous pouvons dire que certaines d'entre elles, peu importantes, ont soulevé de très grandes discussions. Le se-

cours capitaliste fut très mince jusqu'à présent. Les capitalistes sont impuissants à réaliser de grands projets ; ils vivent au jour le jour. Le péril du développement du capitalisme est chez nous moins grand que celui de la révolution mondiale pour les capitalistes des autres pays. Nous tenons ferme, et nous persévérons.

Le citoyen autrichien, Otto Bauer, a deux prophéties à son actif. En 1911, il affirmait que seule la démocratie était possible, ce qui ne l'empêchait nullement de constater en 1919 le commencement de la révolution sociale. Lors du 4^e anniversaire de la révolution russe, il se référait à sa prophétie de 1917 pour annoncer la capitulation du pouvoir des soviets devant le capitalisme, et cela parce que nous nous déclarions prêts à reconnaître les dettes du tsarisme.

Nous lui répondons : dès 1919, nous défendions la thèse que lorsqu'on veut contracter des dettes nouvelles, on doit commencer par reconnaître les dettes anciennes. A cette date, nous étions prêts à faire les concessions les plus larges. Bauer dit encore que, pour le capitalisme en Russie, la dictature n'était pas la forme politique qui convenait. A cette assertion, nous répliquons : c'est justement pour cette raison que nous ne renoncerons jamais à la dictature. Tous les pouvoirs, quels qu'ils soient, doivent faire des concessions. La bourgeoisie n'en fait-elle pas ?

Karl Marx accueillit l'application de la journée de dix heures en Angleterre comme une grande victoire d'un principe prolétarien. Cependant, quel chemin faudra-t-il encore parcourir, depuis cette première conquête, jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière anglaise ? Nous ne faisons pas cette nouvelle politique pour l'éternité ; nous la considérons seulement comme celle d'une période transitoire. Nos possibilités de travail sont encore peu développées. C'est là sans doute un argument sérieux contre nous. C'est que la révolution est une transformation dispendieuse de l'Economie. La révolution bourgeoise de France avilit également pour plusieurs décades la situation matérielle des masses populaires. Pourtant les frais de la révolution ne constituent point les dépenses inutiles.

Pour ce qui est de la situation économique actuelle, nous pouvons constater que les thèses du 3^e Congrès mondial étaient bien fondées. Tout récemment, en novembre, lord Curzon déclarait que la situation internationale est vraiment terrifiante. On peut la caractériser ainsi : « La bourgeoisie est devenue incapable de gouverner, alors que la classe ouvrière n'est pas encore capable de s'emparer du pouvoir. Et cette incapacité momentanée du prolétariat résulte en premier lieu du fait qu'il est encore trop imprégné du système philosophique de Kant. La crise actuelle est une crise historique du capitalisme.

Au troisième Congrès, nous étions menacés d'un péril de gauche ; à présent il nous faut préserver l'Internationale Communiste du danger qu'elle court de s'enliser. Nous aurons à faire face au péril d'une période d'illusions nouvelles, si en France le bloc des gauches et en Angleterre le bloc ouvrier libéral arrivent au pouvoir. Les social-démocrates allemands se plaisent à voir aujourd'hui une renaissance du wilsonisme. Dans ces circonstances, nous devons être le parti de la vérité, le seul parti qui refuse de tromper la classe ouvrière. On a dit que le parti était « une grande amitié ». Nous n'arriverons à cette grande amitié que par la voie de sélection.

L'offensive du capitalisme ; Discours de Radek

Moscou, 15 novembre. — Radek a parlé sur l'offensive du capital. Voici ce qu'il en a dit :

L'offensive du capital comporte une lutte non seulement pour une diminution du salaire, mais encore pour une prolongation des heures de travail. C'est avec la Révolution russe de février que commence l'époque de l'offensive prolétarienne. Mais Ludendorff et Czernin ont mieux compris leur offensive à eux, d'après ce qui ressort de leurs propres mémoires.

La guerre mondiale des Etats capitalistes assura un moment de répit à la Révolution russe, et après l'ébranlement des puissances centrales nous mit devant une phase nouvelle de l'offensive prolétarienne. Tandis que les mencheviks se raillaient de nos prédictions sur la révolution mondiale future, Lloyd George écrivait, au cours des négociations de Versailles, dans un memorandum secret : « Le danger révolutionnaire est là. L'alliance de l'Allemagne avec les bolcheviks n'est point une chimère, et en ce cas nous aurons trois cent millions d'hommes contre nous ».

Le capital mondial essaya de lutter par une défensive à l'Ouest et par une offensive à l'Est. On fit de larges concessions à la classe ouvrière pour les salaires dans les pays occidentaux. On y diminua les heures de travail, on entreprit des réformes sociales. Mais nous étions en même temps menacés d'une intervention contre la Russie. La Russie a résisté.

Et, tandis que le prolétariat des pays occidentaux luttait pour améliorer en tout et pour toute sa situation, le prolétariat hongrois agissait en faveur de la Russie soviétique ; malheureusement, il a subi une défaite.

La Russie passe de la défensive à l'offensive politique. C'est l'occupation des usines par la classe ouvrière italienne, qui marque le début de l'offensive prolétarienne à l'Occident. Hélas ! cette action échoua aussi et l'offensive du capital s'est exercée avec rage.

La situation de la classe ouvrière s'est aggravée considérablement. Il n'y a point d'issue pour elle ! Le nombre énorme des sans-travail est un obstacle à l'amélioration de la situation de ceux qui travaillent. Les efforts de socialisation ont été anéantis.

Nous assistons à l'écrasement des organisations professionnelles par les tribunaux aux Etats-Unis. Au lieu d'une répartition égale des dépenses et des charges de toutes sortes que la guerre mondiale a engendrées, nous trouvons une paix de Versailles dont les clauses accablent le vaincu.

Rappelons que, d'après Owen, c'est l'organisation industrielle qui a sauvé l'Angleterre après les terribles guerres napoléoniennes. Or, à présent, l'électrification est le seul moyen qui puisse relever la productivité. Toutefois, cette entreprise n'est pas réalisable, car des parties entières du monde sont appauvries, et il n'y a guère de perspectives pour un large écoulement des marchandises.

Le projet de Stinnes, en déchargeant la bourgeoisie, écrase de tout son poids de larges masses du peuple.

Les bourgeoisies anglaise et française sont d'accord là-dessus, et voire même avec elles le nouveau président des ministres italiens, Mussolini.

Leur plan consiste en une diminution des salaires, une prolongation des heures de travail et une lutte acharnée contre toute socialisation.

Leur offensive politique va de pair avec ce pro-

jet : assurer le pouvoir gouvernemental aux couches réactionnaires. La chute de Briand et de Lloyd George en est la preuve. En outre, des organisations contre-révolutionnaires, illégales, sous la direction de monarchistes russes, de horthistes, de fascistes, de militaristes français et de partisans de l'orgesch allemande, veulent faire de l'Europe centrale une Hongrie à la Horthy. L'accord de Genève contre l'Autriche-Hongrie n'est qu'un anneau dans toute cette chaîne.

La victoire des fascistes, c'est la défaite la plus lourde de la classe ouvrière italienne. Or, les partisans du fascisme sont des intellectuels, de petits bourgeois désillusionnés et d'anciens combattants. En 1919, l'Italie était en état de dissolution. La bourgeoisie était sceptique et pacifiste, et les hommes d'Etat commençaient à s'accommoder de la victoire de la révolution. Mais les socialistes italiens ne savaient aucunement mettre à profit cette victoire. Mussolini a fort bien dit que la défaite des socialistes provenait de ce que ceux-ci n'ont pas agi, après avoir bien parlé. Or, les Partis bourgeois avaient joué leur rôle. Et la petite bourgeoisie suggérait au fascisme une confiance nouvelle.

Toute la force de celui-ci consistait en ce qu'il savait agir. Après la victoire, une division a surgi dans le camp des fascistes. Les dettes de l'Etat étant considérables, les fascistes ne sont pas capables de donner des sinécures à leurs partisans intellectuels. Le désarmement des corps francs a échoué. Un antagonisme est né entre les capitalistes agraires et la démocratie. Et, par suite de la victoire de la petite bourgeoisie, Mussolini est contraint de faire de la politique pour la grande bourgeoisie ; or, il n'y réussira nullement.

Notre victoire, en Italie, sera certaine si nous gagnons à nous les paysans, ou si le Parti sait rassembler autour de lui les masses qui aspirent à la délivrance. Les communistes devront battre le fascisme politiquement.

La situation mondiale d'aujourd'hui ressemble à celle de 1849 ; la prospérité du capitalisme servait alors de base à la contre-révolution. Celle-ci pouvait donner du pain au peuple. Tandis que la base actuelle de la contre-révolution, c'est la décadence du capitalisme. La crise économique étant générale, la bourgeoisie essaie en vain d'arrêter sa ruine par la force.

C'est avec le mot d'ordre de l'unité de front que nous nous sommes placés à la tête de la défensive du prolétariat. Les négociations avec les directeurs de la 2^e Internationale et de l'Internationale de Vienne sont nécessaires, parce que les ouvriers croient encore que ces directeurs veulent lutter pour leurs propres revendications. C'est l'unité de front du prolétariat qui fondera notre défense contre l'offensive capitaliste.

Les masses ont perdu la confiance en une conquête rapide du pouvoir. Des foules ouvrières approuvent aujourd'hui encore la politique de coalition, elles craignent d'être mises en dehors de la coalition. C'est de là qu'est venue l'union des social-démocrates allemands et des Indépendants. Nous devons être les champions de l'unité de front pour le salaire, le pain et le logement de l'ouvrier. Les négociations de Berlin avec la 3^e Internationale et l'Internationale de Vienne ont prouvé que ces Internationales renoncent à lutter même pour des revendications partielles de la classe ouvrière.

Voici quel est le sens de notre campagne pour

l'unité de front : *La rupture avec la politique de coalition coûte que coûte.* L'agitation des Partis Communistes en faveur de l'unité de front n'est pas assez énergique encore. C'est la pression d'en bas qui doit être intensifiée sans qu'on perde de vue les négociations avec les chets.

Là où la revendication d'un relèvement des salaires ne suffirait pas, il convient de lancer des mots d'ordre politiques. *C'est le contrôle de la production qui est le mot d'ordre le plus important.* C'est non seulement en Allemagne, mais bien partout que nous devons lutter pour *la conquête des richesses*, qui est toutefois impossible sans le contrôle de la production. Nous devons exiger, en outre, que *la force armée se compose d'ouvriers affiliés aux organisations professionnelles.*

Nous sommes prêts à soutenir la social-démocratie si elle lutte réellement en faveur d'une véritable politique de classes, en faveur d'un véritable gouvernement ouvrier. Je ne crois point qu'un Scheidemann ou un chef quelconque d'organisa-

tions professionnelles veuillent lutter sérieusement.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, c'est le mot d'ordre positif pour la mobilisation de la classe ouvrière. La bourgeoisie luttera, bien entendu, contre le gouvernement ouvrier ; elle jettera de l'huile sur les flammes de la guerre civile ; aussi le gouvernement ouvrier deviendra le premier jalon vers la dictature.

Une offensive nouvelle des larges masses ouvrières commencera sur le mot d'ordre suivant : *lutter pour le contrôle de la production et pour le gouvernement ouvrier.*

Mais les Partis Communistes ne sont pas des Partis qui se proposent seulement la conquête du pouvoir. Ils doivent se vouer aussi à la lutte quotidienne. Loin d'attendre la venue d'une vague révolutionnaire, ils démontreront qu'ils veulent mener — par la lutte pour un plus gros morceau de pain — la bataille pratique du prolétariat. Toutefois, des résolutions ne suffisent pas : il faut avant tout la volonté inflexible de lutter et de vaincre.

Le Fascisme : Discours de Bordiga

Moscou, 16 novembre. — Après l'ouverture de la séance, Bordiga (Italie) fait un rapport sur le fascisme.

Le fascisme, dit-il, est un exemple classique d'offensive capitaliste. Il est l'œuvre des interventionnistes de la grande guerre impérialiste. La crise économique de l'après-guerre influença la bourgeoisie en sa faveur. Il inaugura son offensive dans les régions agraires où des autorités communales socialistes, le Parti Socialiste et les organisations syndicales avaient presque réalisé localement la dictature prolétarienne. Les villages et les petites villes étaient hors d'état de se défendre contre les expéditions militaires des fascistes. Plus tard, les fascistes s'attaquèrent aux centres industriels, en usant de la terreur, des incendies, de l'expulsion et de l'assassinat des militants ouvriers. L'Union des industriels, les grands et les moyens propriétaires ruraux, les officiers, la petite bourgeoisie, les commerçants et même bien des éléments mi-prolétariens rallièrent le fascisme.

Le fascisme domine parce qu'il prétend vouloir réaliser l'unité nationale. Il trouve l'appui de plusieurs facteurs différents : d'abord celui de l'Etat, qui sut gagner, grâce à des concessions fictives accordées après la guerre, le temps nécessaire à l'organisation des fascistes et de la garde royale. Partout où le fascisme ne venait pas à bout de la résistance ouvrière, l'Etat entreprenait de désarmer le prolétariat. Giolitti et Nitti représentèrent la démocratie fictive au moment de l'occupation des fabriques et des usines.

Le second facteur, c'est l'appui que trouve le fascisme dans la grande bourgeoisie et chez les grands propriétaires.

Et le troisième, enfin, résulte du groupement savamment organisé des classes moyennes cruellement déçues.

Les partis bourgeois ne disposaient pas d'organisations sérieuses. Le fascisme entreprit de créer celles-ci. Il ne possède pas de programme positif. Il apporte seulement des hommes nouveaux et une nouvelle organisation, mais il continue à faire l'ancienne politique bourgeoise. Les syndicats fascistes, constitués avec le concours actif du patronat, travaillent avec la démagogie nationale.

La France appuyait Mussolini de son or, non seulement pendant la guerre, mais aussi après et encore à présent. La leçon à tirer des événements,

c'est que, dans une période révolutionnaire, l'appareil coercitif de l'Etat ne suffit pas aux desseins de la bourgeoisie. Il lui faut encore un Parti solidement construit. Le fascisme se vit poussé à la prise prématurée du pouvoir par la crise intérieure des Partis bourgeois et l'épuisement des ressources financières publiques.

Bordiga rapporte que le rédacteur en chef de l'organe central du communisme italien, Topliati, qui a failli être assassiné lors de la révolution fasciste, continue à travailler de toutes ses forces pour le Parti. La situation, dit-il, est à cette heure bien plus claire qu'à l'époque de la démocratie fictive. Les Partis bourgeois soutiennent Mussolini, tandis que le groupe Turati pactise avec lui, et que l'appareil de l'Etat a passé un compromis avec le fascisme. En dépit de la liberté officielle de la presse, les organes de notre Parti, *Communiste*, *l'Ordine Nuovo* et *Lavoratore*, ne peuvent encore paraître que clandestinement. Le P. C. n'est pas dissous, les syndicats continuent à fonctionner. Le fascisme se révélera incapable de résoudre les graves problèmes économiques et politiques et, dès lors, la déception générale ne tardera pas à survenir. La lutte de la classe ouvrière sera rude et difficile, parce que le fascisme est fort du concours actif de l'appareil de l'Etat contre le prolétariat. Les conditions premières de notre victoire, ce sont une discipline rigoureuse et la création d'un Parti Communiste solidement organisé.

Le Bulletin Communiste, publié sous la responsabilité du Bureau politique, est désormais, conformément aux décisions du Congrès de Paris, un organe de libre discussion et de documentation.

Il constitue pour les fédérations et les sections une aide précieuse pour les causeries et lectures au cours des réunions de groupes.

Pour leur permettre de se procurer le Bulletin, le Comité directeur, dans sa séance du 15 novembre, a décidé que le prix de l'abonnement pour ces organisations serait désormais :

Pour 1 an	12 francs.
— 6 mois	6 —
— 3 mois	3 —

Seules les fédérations et sections seront admises à bénéficier de ce tarif, le prix de l'abonnement individuel n'ayant pas varié.

L'offensive bourgeoise en Tchéco-Slovaquie

Smeral (Tchéco-Slovaquie) rapporte que la bourgeoisie tchéco-slovaque prépare une réduction de salaires de 50 %. La hausse de la couronne doit servir ce projet. La crise industrielle provoque un grand mécontentement. En même temps, l'hégémonie de l'élément tchèque est menacée par les nationalités minoritaires et par la consolidation du P. C. Les prochaines élections législatives n'aboutiront plus à une majorité nationale tchèque. Le résultat de cette situation sera une grave crise pour la démocratie parlementaire. Le gouvernement actuel est le dernier rempart de la bourgeoisie. Il s'ensuivra une lutte sans merci. Jusque-là, notre tâche principale sera de réduire la base sociale du fascisme tchèque. Les mots d'ordre de l'unité du front prolétarien et du gouvernement ouvrier sont des moyens excellents pour conquérir les masses ouvrières organisées dans le Parti Socialiste national qui, sans cela, pourraient très bien être amenées à appuyer le fascisme tchèque. Notre but principal est de gagner

les grandes masses. Mais, pour y arriver, il faut que le Parti se soit d'abord bien consolidé et qu'il soit dirigé par une Centrale forte de la confiance de ces masses.

Les réserves d'Urbano

Urbano (Allemagne) accuse Radek d'avoir servi, par ses paroles, la cause des opportunistes. On accentue par trop l'offensive du capital, tout en ne souignant pas comme il conviendrait la contre-offensive des ouvriers. Radek envisage la possibilité de l'allier pour la lutte commune avec l'opportunisme. Cela nous paraît d'autant plus impossible que cet opportunisme est absolument impuissant. Radek attache trop de prix aux négociations avec les Comités dirigeants des autres Partis. L'unité du front des ouvriers n'est réalisable que par la pression des foules. A l'heure actuelle, certains indices révèlent une action du prolétariat. Le mouvement des Conseils d'exploitation et des Commissions de contrôle en est une preuve.

Après le Congrès National

CORRESPONDANCE

Un certain nombre de militants de la Fédération de la Haute-Vienne nous prient d'insérer la lettre suivante qu'ils ont adressée aux « Cahiers Communistes » :

Limoges, le 18 novembre 1922.

Camarade Directeur
des Cahiers Communistes,

Dans le numéro 1 de votre journal, il nous a été donné de lire ce qui suit :

« A Limoges, les partisans de la non-intervention des communistes dans la vie syndicale, qui avaient voté pour Renoult, prennent parti pour le Centre. Ils expriment par là leur confiance que le Centre n'appliquera pas la motion syndicale de Paris. »

Malgré notre désir d'éviter toute polémique avec vos collaborateurs, nous ne pouvons laisser passer sans protester une affirmation aussi... fantaisiste. Il n'est pas exact de dire que les camarades partisans des motions Renoult-Dondicol « prennent parti pour le Centre » et encore moins d'ajouter qu'en cela ils expriment leur confiance « qu'ils n'appliquera pas la motion syndicale de Paris ».

Jamais aucune déclaration dans ce sens n'ayant été faite, par nous, votre correspondant vous a envoyé une information erronée.

Nous souhaitons pour votre journal — car il aura tout à y gagner — que les renseignements que vous y publiez soient davantage conformes à la vérité que ceux venant de Limoges.

Vous voudrez bien insérer cette protestation dans votre prochain numéro.

Recevez, camarade, notre salut syndicaliste et communiste le plus cordial.

Pour les partisans des motions Renoult-Dondicol :

Beaubelicout, Vergnenègre, Morichon, Bris-saud, Grenier, Texier, Dubant, Leburg. Dutheuil.

La Jeunesse Communiste de Ruelle nous demande d'insérer la lettre suivante, qu'elle a adressée au journal L'Avant-Garde :

Ce jour nous recevons nos journaux que nous répartissons chaque quinzaine aux adhérents de notre Jeunesse Communiste.

Nous sommes douloureusement surpris de voir, en manchette : « Contre la politique scissionniste du Centre », etc.

Gauche, vous avez une conception, Centre en a une autre. On voit toujours son opinion meilleure que celle du voisin ; c'est peut-être un tort. En tout cas, il est inadmissible de voir un journal qui doit avoir surtout comme tâche principale l'éducation de la jeunesse et qui, par esprit de tendance, n'a pas craint de se rabaisser à une critique acerbe et injustifiée, à notre sens, contre des camarades dont l'attachement indéfectible à la 3^e Internationale ne fait doute pour personne. La Jeunesse Communiste de Ruelle a soif d'éducation et ne peut tolérer que notre journal serve d'aussi manifeste façon des insultes à d'autres camarades, car c'est les insulter que de croire à l'intention que vous leur prêtez.

En conséquence, à l'unanimité des membres de la J. C. de Ruelle, nous cessons dès ce jour la prise du journal L'Avant-Garde.

Pour la J. C. de Ruelle et par ordre :

Le Secrétaire : R. DEQUERRE.

RECTIFICATION

Le citoyen René Gormy, membre de la Commission administrative de la Fédération du Puy-de-Dôme, nous fait savoir que c'est à tort que sa signature figure au bas de la déclaration Dondicol-Renoult, publiée dans notre avant-dernier numéro.

La Révolution Russe et la Question des Nationalités

Les socialistes crurent jadis avec candeur que le principe démocratique et l'affirmation du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes amèneraient sans peine la solution du problème des nationalités. C'était perdre de vue un élément capital : le caractère social, le caractère de classe des intérêts nationaux. Mais, depuis, au cours de leur collaboration avec les gouvernements bourgeois dans presque tous les pays d'Europe, ils ont eu l'occasion de constater pratiquement l'étendue de leurs erreurs.

La social-démocratie finlandaise peut à ce propos être donnée en exemple. Elle exigea, en 1917, l'autonomie de la Finlande, à laquelle s'opposèrent énergiquement les social-démocrates mencheviks et les socialistes-révolutionnaires russes. D'autre part, M. Branting, président du Conseil du royaume de Suède et parfait social-démocrate, préconise l'autonomie des îles d'Aaland, dans l'espoir non dissimulé qu'elles se réuniront tôt ou tard à son pays. Mais ses coreligionnaires politiques de Finlande sont d'un avis diamétralement opposé.

N'en est-il pas partout de même ? Les socialistes anglais sont convaincus que l'indépendance absolue de l'Irlande serait une calamité. Ils servent ainsi les intérêts impérialistes de la Grande-Bretagne. Ainsi, les socialistes des deux Internationales de Vienne et de Londres, toujours à la remorque des gouvernements bourgeois, n'ont pu, dans la question des nationalités, avoir une politique ferme et propre.

Lénine, dès avant la Révolution d'octobre, affirmait hardiment que l'autonomie nationale en régime capitaliste était utopique et que la défendre ne pouvait amener en politique qu'à des attitudes contradictoires et souvent contre-révolutionnaires.

Le programme du Parti Communiste russe pose la question d'une manière plus pragmatique. Il énonce qu'elle doit être tranchée dans chaque cas d'espèce en s'inspirant du critérium suivant : le mouvement national en question a-t-il un caractère progressif ou un caractère réactionnaire ? Les luttes actuelles des Irlandais et des Turcs justifient aux deux bouts de l'Europe cette manière d'envisager le problème, qui est celle du pouvoir des Soviets.

Sous l'ancien régime, les bolcheviks, quoique loin de considérer la multiplicité des petits Etats autonomes comme un facteur de progrès, reconnaissaient aux nationalités allogènes le droit de se séparer de l'Empire russe. En 1917, Lénine disait seulement que les nationalités russes songeraient d'autant moins à se séparer de la grande Russie qu'elles reconnaîtraient mieux les avantages de faire partie d'un Etat vaste et vigoureux. Cette idée très juste a reçu depuis maintes confirmations. Les petits Etats baltes, limitrophes de la Russie : Lettonie, Esthonie, Lithuanie, Finlande, végètent, depuis leur séparation de la Russie, dans une condition vraiment pitoyable. Détachés du grand pays au système économique duquel ils appartiennent, ils ne sont que les postes avancés de l'impérialisme européen contre les Soviets.

Par contre, les républiques et les communes autonomes de la Fédération soviétique : Ukraine, Extrême-Orient, Etats du Caucase, Karélie, etc., ont, avec et par la Révolution russe, énergique-

ment contribué au progrès révolutionnaire de l'humanité. Elles ont su résoudre des questions sociales aussi ardues que la question agraire. Rien ne les entrave dans le développement de leur culture nationale. Il y a, par exemple, en Russie, de nombreuses populations finlandaises, comptant environ 14 millions d'hommes, qui, livrées à elles-mêmes, ne seraient pas en mesure de cultiver leur langue maternelle. Elles ont aujourd'hui leurs écoles primaires, supérieures et normales, leurs universités, leurs journaux. Il en est de même de toutes les autres nationalités de la Fédération soviétique.

Et voici le nœud de la question : Alors que les nations — libérées, émancipées, tant qu'on voudra ! — de l'Europe balkanisée plient sous le faix des armements, se menacent les unes les autres, intriguent les unes contre les autres, ne peuvent apporter au problème social le plus tragique aucune solution, les républiques soviétiques, formant un bloc fraternel, ont montré à Gènes et à La Haye, par la diplomatie, en Extrême-Orient, par la diplomatie et par les armes, qu'elles constituent un puissant facteur de la vie internationale. Le capitalisme à son déclin ne peut pas résoudre la question des nationalités qu'aucune autre. Il n'appartient qu'à la Révolution prolétarienne de la solutionner.

V. SIROLA.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS INDIVIDUELS

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

ABONNEMENTS COLLECTIFS

Fédérations et Sections		
3 mois	3 "	
6 mois	6 "	
12 mois	12 "	

Adresser tout ce qui concerne la Rédaction au camarade E. Soutif, 120, rue Lafayette, et tout ce qui concerne l'Administration à René Ledoux, 142, rue Montmartre, Paris (2^e).

La collection reliée de la 1^{re} année du Bulletin Communiste est en vente dès maintenant.

L'expédition en sera faite cette semaine aux souscripteurs.

Le nombre de ces collections étant limité, nous prions nos camarades de nous adresser leurs commandes le plus tôt possible.

La collection 1920 (1^{re} année), 30 francs.

La Lutte des Classes au Japon

La campagne pour la démocratisation

Le fond sur lequel se déroule la vie politique du Japon moderne est le duel entre les agrariens féodaux et une bourgeoisie jeune et énergique : de là découlent toutes les formes de la lutte politique, mouvement ouvrier, mouvement des petits fermiers, lutte des Partis au Parlement et, enfin, lutte entre les deux coteries militaires de *Satsumā* et *Isiosio*.

On peut se faire une idée du duel entre les agrariens et la bourgeoisie en suivant la marche des campagnes électorales de l'année dernière et de cette année. L'enjeu était principalement la conquête de la majorité parlementaire, qui devait permettre à l'un des Partis de soutenir quelque temps encore le régime politique existant, avantageux aux féodaux et, à l'autre, de briser ce régime en abolissant les survivances féodales trop résuètes. Ces dernières, en effet, empêchent la bourgeoisie industrielle de constituer un nouvel appareil politique et administratif au service de ses besoins et de ses intérêts considérablement accrus pendant la guerre mondiale.

Le programme présenté par la bourgeoisie libérale et par son interprète, le Parti *Kenseikai*, est dirigé avant tout contre l'appareil gouvernemental qui sert d'instrument aux agrariens et aux militaristes. La lutte acharnée que suscite chaque point de ce programme témoigne du degré de développement atteint par la bourgeoisie japonaise : les formes politiques existantes ne satisfaisant plus ses intérêts, elle tend fatalement à les briser.

D'autre part, l'aristocratie féodale, agissant presque toujours d'accord avec la puissante coterie militariste, constitue encore aujourd'hui une force sociale et politique importante. Aussi, le duel entre elle et la bourgeoisie portera-t-il plutôt le caractère d'une lutte de classes aiguë que d'un conflit parlementaire.

La plate-forme électorale de la bourgeoisie est destinée également à lui attirer, contre les féodaux et les agrariens, le concours des masses laborieuses.

Elle comprend, par exemple, depuis ces derniers temps, la réduction de l'armée.

La justification économique de cette revendication est que les dépenses immenses pour l'entretien de l'armée qui engloutissaient, ces dernières années, 54 % du budget, aboutissaient en fait à spolier la bourgeoisie, au profit de la coterie militaire, de la partie de ses profits qu'elle aurait employée à agrandir ses entreprises. La bourgeoisie japonaise a pris conscience de cette vérité surtout depuis la fin de la guerre, quand elle a vu disparaître la plupart des avantages que la guerre lui avait valus en Orient même, ou bien en qualité de courtier des belligérants occidentaux.

Ce point du programme bourgeois a également une valeur politique, puisque la réduction de l'armée affaiblit la puissance matérielle de l'état agrarien et militariste.

De là découlent les revendications secondaires pour lesquelles la bourgeoisie combat avec non moins d'ardeur. L'une d'entre elles est l'extension du réseau de chemins de fer et son adaptation aux besoins de l'industrie, tandis qu'aujourd'hui il répond plutôt à des nécessités militaires.

Si, dans ces derniers temps, la bourgeoisie japo-

naise fait montre d'esprit pacifiste en demandant l'évacuation de la Sibérie et la non intervention en Chine, cela s'explique toujours par la même raison; son désir de réduire les dépenses militaires. Ce n'est là, naturellement, qu'un des facteurs qui portent cette bourgeoisie à refréner ses appétits impérialistes.

Le programme bourgeois comporte encore l'élargissement du réseau scolaire. Ici, la bourgeoisie se heurte à une résistance fondée principalement sur des raisons budgétaires. Mais elle est obligée d'inscrire cet article dans son programme non seulement pour réduire d'autant les disponibilités budgétaires du gouvernement existant, non seulement pour s'attirer les sympathies des masses laborieuses, mais principalement pour améliorer la qualité des produits de l'industrie nationale, problème aujourd'hui vital. En effet, des marchandises comme celles que le Japon lançait sur le marché pendant la guerre, en l'absence de concurrents, ne trouvent plus d'acheteurs aujourd'hui. Même en Chine, l'industrie nipponne rencontre maintenant les Allemands, les Anglais et les Américains, concurrents redoutables, malgré l'avantage que le Japon doit dans ce pays à sa proximité géographique. Un des moyens par lesquels la bourgeoisie japonaise compte améliorer ses produits est la formation d'un personnel technique spécialisé et l'élévation du niveau général d'instruction des ouvriers. Pour cela, des écoles sont nécessaires, et il faut, en outre, supprimer les barrières qui existent encore, comme une survivance du régime des castes, entre l'enseignement élémentaire et l'enseignement secondaire.

Toutes ces revendications ont été largement popularisées par la presse bourgeoise en vue des élections parlementaires de la fin du mois de janvier 1922. La bourgeoisie a cherché un soutien parmi les petits fermiers, les intellectuels et les ouvriers. Pour utiliser ces classes et ces catégories de la population, les partis libéraux bourgeois *Kenseikai*, *Kokuminto* et *Kakochinkob* ont mené pendant six mois une campagne intense pour l'extension du droit électoral.

La réforme de 1908, établissant un cens de 10 yens d'impôts directs, accordait le droit électoral à 1.582.676 personnes sur 49 millions. Mais, en 1920, après une violente campagne de la bourgeoisie pour l'extension du droit de vote, qui donna lieu dans tout le Japon à des manifestations grandioses et à des conflits avec la police, le gouvernement Hara fut obligé de dissoudre le Parlement et d'adopter une nouvelle loi abaissant le cens électoral à 3 yens d'impôts directs, ce qui portait le nombre des électeurs à 3.085.628. Mais la bourgeoisie libérale se trouva ainsi frustrée, car la réforme profitait surtout aux éléments aisés des villages, placés sous l'influence des agrariens et de leur Parti, le *Sétoukai*.

Le nouveau Parlement demeura ainsi un instrument docile entre les mains des agrariens et des militaristes.

Après cet échec, la bourgeoisie reprit avec plus d'énergie encore sa campagne pour le droit électoral. La leçon lui avait montré qu'elle devait chercher des alliés surtout parmi les intellectuels, les paysans pauvres, les petits fermiers et les prolétaires des villes. Nous voyons, en effet, l'aile gauche de la bourgeoisie libérale, le *Kokuminto*,

se créer des liens solides avec les petits fermiers, les petits fonctionnaires et les artisans, et, en février 1921, à l'ouverture de la 44^e session parlementaire, présenter, au nom d'un demi-million de travailleurs, une pétition demandant l'extension du droit électoral. Le même jour, 10.000 paysans vinrent à Tokio remettre cette pétition au Gouvernement. La bourgeoisie libérale réussit encore à entraîner dans la campagne pour le suffrage universel une partie des ouvriers, convaincus maintenant de l'inutilité de la lutte économique seule. Les grèves qui éclatèrent à Kobé dans la seconde moitié de 1921 ne contribuèrent pas peu à cette orientation du prolétariat. Les masses ouvrières commencèrent peu à peu à comprendre la nécessité de la lutte politique pour démocratiser le pays, abolir les survivances féodales et conquérir le suffrage universel.

Au cours de la 45^e session, la campagne pour le suffrage universel prit donc un caractère plus aigu qu'en 1920 et 1921. La bourgeoisie, fortement appuyée sur les fonctionnaires, les intellectuels et les petits fermiers, étendit et approfondit sa campagne. Le socialiste chrétien Kaguava, chassé par la Fédération du Travail *Iou-ai-kai*, parcourut les provinces les plus lointaines et les villages les plus éloignés. Au début de janvier, diverses sociétés et ligues, couvrant de leurs organisations tout le Japon, entreprirent, sous la direction de l'opposition parlementaire, une série de meetings, manifestations et pétitions en faveur d'un projet de suffrage universel élaboré en commun par tous les partis d'opposition.

Le contenu de ce projet est le meilleur exemple de la façon dont la bourgeoisie compte arracher à son adversaire l'instrument du pouvoir politique, le Parlement.

En voici les principaux points :

- 1° Le suffrage actif et passif est reconnu à tout individu mâle âgé de 25 ans ;
- 2° Toutes les limitations de cens sont abolies ;
- 3° Les directeurs des compagnies protégées ou influencées par le Gouvernement ne sont pas éligibles ;
- 4° Les visites des candidats chez les électeurs sont interdites ;
- 5° Toute agitation doit être interrompue le jour des élections ;
- 6° L'ouverture par les candidats de lieux de plaisir est interdite ;
- 7° Toute contravention aux articles 4, 5, 6 est punie d'une amende de 200 yens au maximum ;
- 8° Les réunions électorales sont exemptes de toutes formalités ;
- 9° Les écoles doivent prêter leurs locaux aux candidats.

Il s'engagea au Parlement, autour de ce projet, un duel acharné entre les partis gouvernementaux et l'opposition, sous la pression des masses manifestant sous les fenêtres du Palais. Le 29 février, le projet fut repoussé par 249 voix contre 147. Des troubles graves s'ensuivirent dans les masses laborieuses ; malgré les mesures policières et de nombreuses arrestations préventives, le 23 au soir, des foules immenses se rassemblèrent en plusieurs points de la capitale pour examiner les événements. Au parc Chiba, les chefs de l'opposition prirent la parole devant 5.000 personnes. L'intervention de la police entraîna un choc avec les manifestants, qui ne se dispersèrent que sur l'invitation de leurs députés. Des arrestations en masse furent pratiquées, même parmi les membres du Parlement appartenant aux partis d'opposition.

Ainsi, malgré le rejet du suffrage universel par la majorité (*Setoukai*), le duel entre la bourgeoi-

sie et les féodaux agrariens ne tourne pas à l'avantage de ces derniers.

Les revendications de la bourgeoisie deviennent toujours plus nombreuses, ses procédés de lutte adoptés plus énergiques. Bien que la confiance des masses laborieuses ait été quelque peu affaiblie par leur timidité, la campagne pour la démocratisation est destinée à trouver un appui solide parmi les travailleurs, principalement dans le prolétariat urbain, qui ajoutera aux formules bourgeoisées un contenu nouveau, et qui saura exploiter le régime démocratique contre ses partisans actuels.

Pour comprendre pourquoi la lutte entre la bourgeoisie et les agrariens a pris cette forme et permet enfin au jeune prolétariat japonais d'organiser ses forces en vue de ses revendications propres, il faut rappeler comment jusqu'à la guerre la bourgeoisie était assujettie aux féodaux et aux militaristes dans une alliance étroite contre le prolétariat naissant, et comment ce dernier se trouva ainsi privé du moyen de grouper ses forces en vue de la lutte de classes.

Les Agrariens et la Bourgeoisie

Avant la révolution de 1868, le pouvoir politique appartenait entièrement au *Siogoun*, représentant de la caste militaire, mais officiellement commandant des troupes et responsable devant le Mikado. En réalité, le *Siogoun* était absolument indépendant de ce dernier et il arriva même souvent, aux quatorzième et quinzième siècles, que le *Siogoun* bannit le Mikado dans des provinces éloignées et nomma des princes mineurs pour régner à sa place.

Ce régime assurait le pouvoir de fait à la noblesse féodale, le *Siogoun* n'étant en somme que le plus puissant des *Daimios* ou princes féodaux. Le Mikado était environné d'honneurs comme une divinité, comme le « Fils des Esprits » (*Kami*), mais n'avait en fait aucune influence sur l'appareil administratif ni même aucun rapport avec la politique intérieure et extérieure.

Depuis la fin du douzième siècle jusqu'à la restauration monarchique de 1868, le pays resta partagé entre les *Daimios*, qui constituaient dans leurs domaines un certain nombre de centres. La classe des *Samourais* jouissait alors d'une indépendance complète : servant d'abord de mercenaires aux *Daimios* pour défendre leurs possessions, ils devinrent ensuite une aristocratie militaire comprenant plusieurs clans. Parfois, ces *Samourais* se groupaient pour défendre tel ou tel *Daimio* ou l'ensemble du pays contre une invasion étrangère, chinoise, coréenne ou même mongole, comme aux environs de 1470.

Les *Samourais* furent peu à peu obligés d'opérer une certaine division du travail. La défense des frontières fut confiée au clan *Tsiosio*, la défense maritime au clan *Satsouma*. Ces deux clans jouèrent un grand rôle dans la suite, en 1868 et surtout après.

La Révolution de 1868 fut le résultat de la rencontre entre le Japon et le monde capitaliste. Les facteurs subjectifs en furent les clans hostiles au *Siogoun*, le Mikado et sa Cour, qui n'avaient jamais cessé de chercher à reprendre le pouvoir, ainsi que les intellectuels qui commençaient à se dégager alors de la caste des *Samourais*, laquelle également, reflétant les tendances de l'époque, réclamait des relations avec les États étrangers et des réformes intérieures. Le mécontentement contre le *siogounat* et la lutte contre lui avaient pris, quelques années avant la Restauration, la forme insurrectionnelle. Les éléments qui jouèrent le rôle principal dans la préparation de la Révolution

et qui renversèrent le Siogounat devaient naturellement garder une position prépondérante dans la vie politique du pays après la Révolution.

Il est facile de comprendre pourquoi la bourgeoisie désirait alors la restauration du pouvoir impérial. En la personne du Mikado, la bourgeoisie naissante et les clans hostiles ou Siogounat voyaient : l'une, un moyen de centraliser l'administration ; les autres, un moyen d'empêcher les *Daimios* influents de saisir l'autorité. Le capital commercial de cette époque, n'ayant pas de racines profondes dans le système économique, n'était pas en état d'occuper le pouvoir gouvernemental. D'autre part, l'aristocratie militaire, en tant que caste étrangère au commerce et à l'industrie, et même, en somme, à l'agriculture, ne pouvait qu'influer sur l'appareil gouvernemental et le mettre en action, mais était incapable de créer cet appareil.

Aussi, la révolution de 1868 laissait le pouvoir entre les mains de l'aristocratie agraire, en donnant seulement à la bourgeoisie commerciale, par la centralisation et la transformation administrative, la possibilité de développer ses énergies productives. En même temps, les clans *Tsisio* et *Satsouma* prirent une influence prépondérante dans la politique intérieure et extérieure.

Toute la période qui s'écoula entre la révolution et la guerre est caractérisée par *l'alliance entre les agrariens féodaux, l'aristocratie militaire et la bourgeoisie commerciale et industrielle*. S'il se produisait entre ces diverses forces sociales quelques tiraillements, ils ne se manifestaient que par une succession d'influences diverses sur le Mikado et sur le Cabinet, sans jamais aboutir à une lutte de classes. La bourgeoisie était parfaitement solidaire avec la politique extérieure du Gouvernement féodal et militariste, tendant, dans la dernière décennie du dix-neuvième siècle, à agrandir le territoire japonais aux dépens des Etats voisins. Lors de la guerre russo-japonaise de 1894, la bourgeoisie commerciale et industrielle du Japon soutint les agrariens dans leur politique d'expansion en Chine et en Corée. Les résultats de la guerre, l'occupation de Formose, la contribution chinoise, l'entrée libre en Corée, favorisèrent le développement du capitalisme au Japon et le rapprochement de la bourgeoisie commerciale avec le Gouvernement.

L'intervention armée de la Russie tsariste, de l'Allemagne et de la France, redoutant l'occupation par le Japon des territoires chinois et coréens sur lesquels ces Etats avaient aussi des prétentions, obligea le militarisme japonais, en vertu du traité de Simono-Saki, à regagner ses îles. Il s'ensuivit une alliance encore plus étroite entre le gouvernement agrarien et militariste et la bourgeoisie. Le Gouvernement japonais dut favoriser sa bourgeoisie nationale en étendant sa base économique, principalement dans l'industrie de guerre, mais aussi en lui accordant des monopoles privés dans diverses branches d'industrie et en adoptant un système douanier protectionniste.

Lors de la guerre russo-japonaise, la bourgeoisie soutenait sans réserve le gouvernement. La victoire du militarisme ouvrit à cette bourgeoisie, en Corée et en Mandchourie méridionale, des territoires considérables regorgeant de richesses naturelles et entraîna par conséquent un essor nouveau du capitalisme. Par son système protectionniste, par l'étatisation et le développement des voies ferrées, le Gouvernement japonais favorisa le développement de l'industrie et enchaîna ainsi la bourgeoisie à son char de victoire.

Les progrès de l'industrie capitaliste donnèrent naissance à un prolétariat industriel qui, dès le

début, fut opprimé entre deux puissants ennemis : les agrariens féodaux et la bourgeoisie.

Tandis qu'en Occident, le prolétariat trouva à sa naissance, entre la bourgeoisie et l'aristocratie foncière, un antagonisme profond qui lui permit d'établir les premiers linéaments de son organisation, au Japon ce minimum même ne pouvait être atteint, la bourgeoisie et les agrariens constituant un front unique. Néanmoins, avec de grandes difficultés, le mouvement ouvrier prit naissance et se manifesta dans des groupements socialistes, bientôt étouffés, en 1911, par le militarisme, lors de la fermeture de toutes les organisations ouvrières et socialistes.

La guerre de 1914 est un tournant dans l'histoire du capitalisme japonais ; *la fin de cette guerre marque la fin de l'alliance entre les militaires et agrariens féodaux et la bourgeoisie*.

L'accroissement invraisemblable de sa puissance économique pendant la guerre mondiale a fait de la bourgeoisie japonaise un facteur essentiel de la vie du pays, tandis que son rôle politique dans le régime féodal continuait à subsister ne correspondant plus à son importance économique.

Les colossales commandes de guerre des Etats belligérants avaient suscité une extension énorme des industries métallurgiques et textiles. Pour les produits alimentaires, la bourgeoisie commerciale japonaise put servir d'intermédiaire entre l'Asie et l'Europe. Les demandes de fret des impérialistes belligérants, accrues encore par la guerre sous-marine, favorisèrent le développement des constructions navales japonaises. Tous ces facteurs suscitérent un essor inconnu jusqu'alors dans l'industrie nipponne. Les branches précédemment existantes s'élargirent, de nouvelles surgirent. Au lieu de 5.266 sociétés anonymes en 1914, on en compte 8.221 en 1918. Leur capital avait passé de 944.145.000 yens à 2.019.407.000. Le tonnage commercial passe de 1.604.900 tonnes en 1915 à 2.130.959 en 1918. Ces chiffres montrent les progrès et le renforcement de la bourgeoisie japonaise pendant la guerre mondiale. Le Gouvernement militariste et agrarien, après avoir favorisé ce développement, se rendit compte ensuite que son protégé était devenu trop fort et trop puissant pour se laisser conduire comme auparavant. La bourgeoisie japonaise se sentit assez vigoureuse pour ne plus se contenter d'un protectionnisme soumis à la bonne volonté des coteries gouvernantes et pour réclamer une adaptation de tout l'appareil gouvernemental à ses besoins. Lorsque, à la paix, tous les privilèges de la guerre prirent fin, et que survint la crise financière et industrielle, le duel s'engagea entre la bourgeoisie d'une part, les agrariens et les militaristes de l'autre, et prit les formes aiguës déjà signalées plus haut.

La crise économique et le duel politique qui en résulte entre la bourgeoisie et la classe dirigeante donnent enfin aux travailleurs, principalement au prolétariat urbain, la possibilité d'engager la lutte pour son compte et de grouper ses forces à cet effet.

VOYTINSKY.

(A suivre.)



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.